

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

18 octobre 2011

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à la ratification
de la convention de l'OIT
sur les travailleurs domestiques**

(déposée par Mmes Eva Brems
et Juliette Boulet)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

18 oktober 2011

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**met het oog op de ratificatie
van de IAO conventie
voor huispersoneel**

(ingediend door de dames Eva Brems
en Juliette Boulet)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales — Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
LDD	:	Lijst Dedecker	
INDEP-ONAFH	:	Indépendant - Onafhankelijk	

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	
<i>Commandes:</i>		<i>Bestellingen:</i>	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél.: 02/ 549 81 60		Tel.: 02/ 549 81 60	
Fax: 02/549 82 74		Fax: 02/549 82 74	
www.lachambre.be		www.dekamer.be	
e-mail: publications@lachambre.be		e-mail: publicaties@dekamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de résolution vise à accélérer la ratification par notre pays de la Convention de l'OIT sur les travailleurs domestiques.

Le 16 juin, la 100^e Conférence générale de l'OIT a adopté la Convention sur les travailleurs domestiques, complétée par une recommandation. Le mérite en revient notamment à la sœur belge Jeanne Devos, dont les initiatives en Inde ont donné naissance à un mouvement de masse, le *National Domestic Workers Movement*. En tant que membre de l'Union européenne et du groupe IMEC (*Industrialized Market Economy Countries*), notre pays était également l'un des demandeurs et des éléments moteurs de cette Convention.

Par "travailleurs domestiques", la Convention entend toute personne qui effectue un travail domestique dans le cadre d'une relation de travail. Selon une étude de l'OIT basée sur des données incomplètes, environ 52,5 millions de personnes dans le monde sont employées dans le secteur domestique¹. Il s'agit surtout de femmes (61,46 %) et d'enfants (29,54 %). En réalité, le nombre de travailleurs domestiques est probablement beaucoup plus élevé et devrait atteindre les 100 millions.

Force est de reconnaître que le travail domestique apporte une contribution importante à l'économie globale. Il stimule la participation des femmes au marché du travail et contribue à des transferts de revenus entre différents pays. De plus, il permet d'accroître l'autonomie des moins-valides et des personnes âgées. Par ailleurs, le secteur domestique est caractérisé par l'exploitation et l'absence d'une reconnaissance sociale à part entière. Par conséquent, les travailleurs domestiques n'ont souvent pas de statut de travail correct. De plus, leur travail est très peu visible: leur lieu de travail est souvent une habitation privée ou un poste diplomatique. C'est pour cette raison que le risque d'abus ou de situations intolérables est si élevé.

Bien que ce genre de situations intolérables se rencontre surtout dans d'autres régions, la Belgique et l'UE ont également des défis à relever.

¹ ILO, *Domestic work policy brief: Global and regional estimates on domestic workers*, disponible sur http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/publication/wcms_155951.pdf

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel van resolutie beoogt de ratificatie door ons land van de genoemde IAO Conventie voor Huispersoneel te bespoedigen.

Op 16 juni heeft de 100ste Algemene Conferentie van de IAO de Conventie voor Huispersoneel, aangevuld met een aanbeveling, aangenomen. Dat is mede de verdienste van de Belgische zuster Jeanne Devos, wiens initiatieven in India uitgroeiden tot een massabeweging, de *National Domestic Workers Movement*. Als lid van de Europese Unie en van de IMEC-groep (*Industrialized Market Economy Countries*), was ook ons land één van de vragende partijen en drijvende krachten achter deze Conventie.

Onder "huispersoneel" verstaat de Conventie elke persoon die in een arbeidsverhouding huishoudelijk werk verricht. Volgens een studie van de IAO, die is gebaseerd op onvolledige gegevens, zijn ongeveer 52,5 miljoen mensen wereldwijd tewerkgesteld in de huishoudelijke sector¹. Het betreft hier vooral vrouwen (61,46 %) en kinderen (29,54 %). In werkelijkheid ligt het aantal huishoudelijk werkers waarschijnlijk veel hoger, tot 100 miljoen.

Het dient te worden erkend dat huishoudelijk werk een belangrijke bijdrage levert aan de globale economie. Het stimuleert de participatie van vrouwen op de arbeidsmarkt en het draagt bij tot inkomenstransfers tussen verschillende landen. Bovendien bevordert het de onafhankelijkheid van mindervaliden en ouderen. Tegelijkertijd wordt de huishoudelijke sector gekenmerkt door uitbuiting en een gebrek aan een volwaardige sociale erkenning. Bijgevolg heeft huishoudpersoneel vaak geen degelijk arbeidsstatuut. Bovendien is het erg onzichtbaar werk: de werkplaats is dikwijls een privéwoning of een diplomatieke post. Daarom is de kans op misbruik of wantoestanden zo groot.

Hoewel dergelijke wantoestanden vooral kenmerkend zijn in andere regio's, zijn er ook uitdagingen voor België en de EU. Uit een studie van de *European Union*

¹ ILO, *Domestic work policy brief: Global and regional estimates on domestic workers*, beschikbaar op http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/publication/wcms_155951.pdf

Il ressort d'une étude de l'*European Union Fundamental Rights Agency*² qu'en raison du manque de travailleurs autochtones, ce sont en grande partie des immigrés illégaux qui répondent à la demande croissante de travailleurs domestiques. Étant en situation illégale, ces travailleurs domestiques risquent davantage d'être exploités et maltraités.

En Belgique aussi, les choses pourraient être mieux organisées. Le statut de travailleur domestique est dépassé et moins avantageux que le statut d'employé ou d'ouvrier. Les rémunérations sont assimilées au salaire minimum absolu. Aucune limitation n'est prévue quant au nombre d'heures supplémentaires, et il n'existe en outre aucune interdiction générale du travail de nuit. Leur statut est d'autant plus problématique qu'aucune cotisation n'est payée à l'ONSS pour les travailleurs domestiques employés moins de quatre heures par jour par un même employeur, ainsi que moins de vingt-quatre heures par semaine par un employeur ou par plusieurs employeurs. Dès lors, ces travailleurs domestiques ne bénéficient pas d'un accès complet à la sécurité sociale, et ils n'ont pas droit aux congés payés, au congé de maternité, aux allocations familiales, à l'assurance contre les maladies professionnelles et l'invalidité, ni à l'assurance maladie des travailleurs salariés. De plus, cela a pour conséquence que seule une fraction des travailleurs domestiques effectifs sont enregistrés: en 2008, seuls 1 069 travailleurs étaient affiliés à la commission paritaire 323 pour les travailleurs domestiques.³ Outre les travailleurs domestiques à temps partiel, c'est surtout un grand nombre de travailleurs étrangers illégaux qui sont exclus du bénéfice d'un statut. De peur d'être expulsés, ces travailleurs osent rarement se plaindre de leurs conditions de travail, ce qui les rend encore plus vulnérables.

L'obligation de garantir aux travailleurs domestiques les droits fondamentaux de ce que nous appelons un contrat de travail constitue l'élément central de la Convention de l'OIT sur les travailleurs domestiques: droit à des conditions de travail minimales, liberté d'association, droit à une rémunération minimale, limitation des paiements en nature. Plusieurs de ces points entraîneront également une amélioration du statut des travailleurs domestiques en Belgique, par exemple en ce qui concerne la protection sociale, la sécurité sociale, les délais d'attente, l'inspection du travail, les agences, le rapatriement des travailleurs domestiques étrangers au terme de leur contrat, etc.

² FRA, *Migrants in an irregular situation employed in domestic work: Fundamental rights challenges for the EU and its member states*, disponible sur http://fra.europa.eu/fraWebsite/attachments/FRA-report-domestic-workers-2011_EN.pdf

³ OR.C.A et GRIAL, *Le personnel domestique: un autre regard*, disponible sur http://www.orcasite.be/userfiles/file/ORCA_Do-mestique_FR.pdf

*Fundamental Rights Agency*² blijkt dat de stijgende vraag naar huishoudelijk werk wegens een tekort aan binnenlandse werkrachten grotendeels wordt ingevuld door illegale migranten. Omwille van hun illegale status lopen deze dienstboden een hoger risico op uitbuiting en mishandeling.

Ook in België is er ruimte voor verbetering. Het statuut van dienstbode is verouderd en minder gunstig dan dat van bediende of arbeider. De lonen zijn gelijkgesteld aan het absolute minimumloon, er bestaat geen beperking op het aantal overuren en bovendien geldt er geen algemeen verbod op nachtwerk. Hun statuut is des te meer problematisch omdat voor tewerkstelling van deeltijdse dienstboden die minder dan 4 uren per dag bij eenzelfde werkgever en eveneens minder dan 24 uren per week bij één of meerdere werkgevers werken, geen RSZ-bijdragen worden betaald. Bijgevolg hebben deze dienstboden geen volledige toegang tot de sociale zekerheid, en hebben ze geen recht op betaald verlof, zwangerschapsverlof, kinderbijslag, arbeidsziekte- en invaliditeitsverzekering, en ziekteverzekering als werknemer. Bovendien zijn hierdoor slechts een fractie van de feitelijke dienstboden geregistreerd: in 2008 waren slechts 1 069 werknemers aangesloten bij het paritair comité 323, waar de dienstboden zijn bij ondergebracht³. Naast de deeltijdse dienstboden valt vooral een groot aantal buitenlandse, illegale werkrachten buiten het statuut. Uit angst voor uitwijzing durft deze groep zelden naar buiten te komen met klachten over hun arbeids-situatie, wat ze extra kwetsbaar maakt.

Centraal in de IAO Conventie voor huispersoneel staat de verplichting om aan huisarbeiders de basisrechten te garanderen van wat wij een arbeidsovereenkomst zouden noemen: recht op minimale arbeidsomstandigheden, vrijheid van vereniging, recht op een minimumloon, beperking van betalingen in natura. Verschillende elementen hiervan zullen ook voor België leiden tot een beter statuut voor huisarbeid, bijvoorbeeld op het vlak van de sociale bescherming en de sociale zekerheid, de wachttijden, de arbeidsinspecties, de agentschappen, de repatriëring van buitenlandse dienstbodes na afloop van het contract,...

² FRA, *Migrants in an irregular situation employed in domestic work: Fundamental rights challenges for the EU and its member states*, beschikbaar op http://fra.europa.eu/fraWebsite/attachments/FRA-report-domestic-workers-2011_EN.pdf

³ OR.C.A en GRIAL, *'Huishoudpersoneel: door een andere bril bekeken'*, beschikbaar op http://www.orcasite.be/userfiles/file/ORCA_Huishoudpersoneel_NL.pdf

La Belgique et les ressortissants belges ont joué un rôle important dans l'élaboration de cette Convention, tant un rôle moteur qu'un rôle de partie demanderesse. La ratification rapide de la Convention entraînera quant à elle une amélioration effective des conditions de travail des travailleurs domestiques au niveau mondial. La Belgique peut et doit également jouer un rôle de pionnier à cet égard. De plus, la Convention précitée revêt aussi une importance considérable pour le statut des travailleurs domestiques en Belgique. Voilà qui motive la présente résolution visant à accélérer la ratification de la Convention par la Belgique.

België en Belgische onderdanen hebben een belangrijke rol gespeeld als vragende partij voor en drijvende kracht achter deze Conventie. Een spoedige ratificatie zal op haar beurt ervoor zorgen dat de werkomstandigheden van huishoudpersoneel wereldwijd er ook effectief op vooruit gaan. Ook daarin kan en moet België een voortrekkersrol spelen. Bovendien is de Conventie ook van aanzienlijk belang voor het statuut van dienstboden in België. Vandaar deze resolutie om de ratificatie van de Conventie door België te bespoedigen.

Eva BREMS (Ecolo-Groen!)
Juliette BOULET (Ecolo-Groen!)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que chaque travailleur dispose d'un certain nombre de droits fondamentaux prévus dans la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, à savoir la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit de négociation collective, l'élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire, l'abolition effective du travail des enfants et l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession;

B. considérant qu'en raison de la nature de son milieu de travail, le personnel domestique est particulièrement vulnérable en ce qui concerne la violation de ces droits fondamentaux;

C. considérant que, le 16 juin 2011, la 100^e session de la Conférence générale de l'OIT a adopté une Convention sur les travailleuses et travailleurs domestiques et les recommandations la complétant;

D. considérant que cette Convention et ses recommandations imposent aux États membres de prévoir des éléments essentiels en vue de garantir ces droits fondamentaux;

E. considérant qu'elles doivent être soumises pour ratification aux autorités législatives fédérales et régionales;

F. considérant que le statut de travailleur domestique est également susceptible d'amélioration en Belgique;

G. considérant que la Belgique et les ressortissants belges ont été demandeurs de cette Convention et ont également joué un rôle moteur à cet égard;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. d'accélérer la ratification de la Convention de l'OIT sur les travailleuses et travailleurs domestiques;

2. d'entamer et de faciliter la mise en œuvre de la Convention dans les meilleurs délais.

3 octobre 2011

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

overwegende dat:

A. elke werknemer beschikt over een aantal basisrechten zoals vermeld in de IAO Verklaring inzake Fundamentele Principes en Rechten op het Werk, met name de vrijheid van vereniging en de effectieve erkenning van het recht om collectief te onderhandelen, het afschaffen van alle vormen van dwangarbeid of verplichte arbeid, de effectieve afschaffing van kinderarbeid, en de afschaffing van de discriminatie op het vlak van tewerkstelling en beroep;

B. omwille van de aard van hun werkgebied, huispersoneel in het bijzonder kwetsbaar is met betrekking tot inbreuken op deze basisrechten;

C. de 100^{ste} Algemene Vergadering van de IAO op 16 juni 2011 een Conventie voor Huispersoneel en de bijbehorende aanbevelingen heeft goedgekeurd;

D. deze Conventie en haar bijbehorende aanbevelingen verplichtingen voorziet voor haar lidstaten om essentiële elementen te voorzien teneinde deze basisrechten te garanderen;

E. de ratificatie ervan dient te worden voorgelegd aan de wetgevende instanties op federaal en gewestelijk niveau;

F. er ook in België ruimte tot verbetering is met betrekking tot het statuut van dienstboden;

G. België en Belgische onderdanen een vragende partij en drijvende kracht zijn geweest achter deze Conventie;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. de ratificatie van de IAO Conventie voor Huispersoneel te bespoedigen;

2. de implementatie van de Conventie zo snel mogelijk te initiëren en te faciliteren.

3 oktober 2011

Eva BREMS (Ecolo-Groen!)
Juliette BOULET (Ecolo-Groen!)